

Questions orales

Des voix: Bravo!

● (1420)

M. Clark: La vérité, c'est qu'avec ses statistiques ronflantes, le premier ministre suppléant oublie de dire au Parlement et aux Canadiens qu'environ 40 p. 100 de nos chômeurs sont sans travail depuis plus de trois mois. Étant donné la gravité de la situation, je demande pour la dernière fois au gouvernement de prendre ses responsabilités en montrant au million de chômeurs canadiens qu'il s'inquiète de leur sort et qu'il ne se contente pas seulement de vagues espoirs fondés sur les mesures budgétaires dont on a rien à espérer mais qu'il va plutôt faire en sorte de créer des emplois pour eux.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je pensais aux exportations de marchandises canadiennes qui ont augmenté de 14 p. 100 au premier trimestre de cette année comparativement au dernier trimestre de l'année dernière.

Une voix: Elles étaient faibles l'année dernière.

M. MacEachen: Cela augure bien. Le député n'est pas sans savoir qu'au cours du présent exercice nous allons injecter environ 500 millions de dollars dans des programmes de création directe d'emplois au sein de notre économie, ce qui indique bien que le gouvernement ne prend pas la situation actuelle à la légère.

LA POSSIBILITÉ D'UN BUDGET RÉVISÉ POUR STIMULER
L'ÉCONOMIE ET CRÉER DES EMPLOIS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, il est scandaleux d'entendre le premier ministre suppléant affirmer que nous devons attendre un redressement de l'économie américaine dont nous puissions tirer parti. Comme nous sommes encore aux prises avec une crise nationale de chômage aigu, le ministre dira-t-il à la Chambre si le gouvernement est maintenant disposé à présenter un budget révisé pour stimuler l'économie, rétablir la confiance dans sa tenue et ainsi faire face à cette tragédie en créant des emplois?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question.

M. Alexander: Je m'intéresse vivement à la réponse que vient de me donner le ministre parce qu'il n'a pas répondu à ma question. Comme nous faisons face à une crise nationale et que le gouvernement a simplement rafistolé l'économie dans le dernier budget, le premier ministre suppléant dira-t-il maintenant à la Chambre s'il est disposé à présenter un budget révisé pour stimuler l'économie, rétablir la confiance dans sa tenue et ainsi faire face à cette tragédie en créant des emplois?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, j'ai également répondu à cette question.

* * *

L'ÉNERGIE

L'OPPORTUNITÉ DE LA RECHERCHE PAR LE PREMIER MINISTRE
AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS D'UNE PROLONGATION DU DÉLAI
POUR LA PRISE DE DÉCISION QUANT À LA CONSTRUCTION D'UN
PIPE-LINE DANS LE NORD

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines

[M. Clark.]

et des Ressources. Selon nos renseignements, le ministre aurait été avisé par M. Schlesinger, conseiller du gouvernement des États-Unis en matière d'énergie que du point de vue des besoins énergétiques des Américains, les gisements gaziers de la baie Prudhoe n'ont pas tellement d'importance. Vu que le président Carter peut obtenir un délai de 90 jours avant de prendre une décision concernant le pipe-line, que le rapport Berger fait certaines recommandations et propositions sur les choix à envisager, le ministre voudrait-il inciter le premier ministre, dès son retour au Canada, à reconsidérer les réponses qu'il a faites à la Chambre la semaine dernière et à reprendre contact avec le président Carter pour l'informer que le gouvernement du Canada a besoin de plus de temps pour prendre une décision qui revêt une importance primordiale pour le pays?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il serait utile, je pense, avant que les députés d'en face se fassent une opinion et prennent position à l'égard du pipe-line, qu'ils attendent le rapport de l'Office national de l'énergie. Une fois que nous aurons reçu ce rapport, nous serons bien mieux en mesure de juger du temps qu'il nous faudra pour prendre une décision.

Des voix: Bravo!

LA QUESTION D'UNE ÉTUDE SUFFISANTE DU TRACÉ ALCAN
POUR UN PIPE-LINE—L'OPPORTUNITÉ DU REPORT DE LA DATE
LIMITE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas saisi ce que j'ai voulu dire. Compte tenu des recommandations de M. le juge Berger tellement loué par le ministre hier soir selon lesquelles le tracé Alcan mérite une étude plus poussée—le rapport fait état précisément de certaines questions qui devraient être approfondies—compte tenu également du peu de temps dont disposent les auteurs de l'étude Alcan, le ministre prétend-il qu'une étude de trois mois suffit pour régler tous les problèmes que pose le tracé Alcan? Sinon, pourquoi ne consent-il pas à prolonger le délai fixé pour que cette étude soit bien faite?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le député se soit renseigné sur l'étude à laquelle il fait allusion. Comme mon collègue le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien l'a dit très clairement, les situations sont différentes, en ce sens que l'étude de l'Alcan porte sur le corridor qui existe déjà, c'est-à-dire l'autoroute. Il a aussi déclaré, je crois, que cette étude serait préliminaire et que d'autres analyses devraient être faites lorsque nous l'aurons reçue.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, que le ministre mène jusqu'au bout la logique de ce qu'il vient de dire. Lorsque le rapport du gouvernement sera publié, et s'il nécessite d'autres analyses—ce qui coïnciderait avec les mois d'été—étant donné l'aspect social et écologique de la question que le juge Berger a signalé hier dans son rapport, particulièrement en ce qui a trait à l'Alcan, le ministre ne conclura-t-il pas, s'il est logique et s'il respecte les engagements pris envers la population canadienne, qu'il est impossible de prendre une décision intelligente à ce sujet avant le 1^{er} septembre?